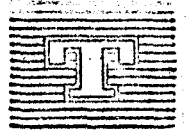


NATIONS UNIES

CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
GENERALE

T/C.2/SR.274  
4 août 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMITE PERMANENT DES PETITIONS  
COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUX CENT SOIXANTE-QUATORZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New-York,  
le vendredi 8 juillet 1955, à 10 heures 20.

SOMMAIRE

- Pétitions concernant le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française (T/C.2/L.160, T/C.2/L.122, T/C.2/L.164; T/OBS.5/50 et T/OBS.5/51) (suite)

PRESENTS

Président :

M. TARAZI

Syrie

Membres :

M. HAMILTON

Australie

M. MULCAHY

Etats-Unis d'Amérique

M. DOISE

France

M. CHACKO

Inde

M. BENDRYCHEV

Union des Républiques  
socialistes soviétiques

Secrétariat :

M. BERENDSEN

Secrétaire du Comité

PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DU CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE (T/C.2/L.160) (suite)

III. Pétitions relatives à l'accident du bac Sakbayémé et à d'autres incidents survenus dans la région de Songmbengué (T/PET.5/322 et Add.1, 348, 376, 441, 471, 477, 484, 491, 508, 518, 525, 534, 535, 536, 537, 538, 539 et 540)

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait savoir si l'hôpital de Sakbayémé est maintenant ouvert, s'il emploie les mêmes médecins et si les autochtones qui avaient été licenciés ont été réintégrés.

M. DOISE (France) déclare que l'hôpital fonctionne normalement depuis sa réouverture, en septembre 1954, après qu'un accord a été obtenu sur le "statut spécial" du personnel. En ce qui concerne les précisions que demande le représentant de l'Union soviétique, il fait observer que l'établissement dont il s'agit est géré par une mission et que son personnel constitue une communauté religieuse. En vertu du principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'Administration ne peut exercer sur cette gestion qu'un contrôle indirect.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que ses questions concernent non pas la religion, mais les conditions de travail des autochtones employés par l'hôpital. A cet égard, la responsabilité de l'Autorité administrante demeure, semble-t-il, engagée, qu'il s'agisse du personnel d'un hôpital public ou privé, laïc ou religieux. Du reste, le représentant de la France a dit à la séance précédente qu'après la fermeture de l'hôpital, l'inspection régionale du travail avait amené les parties intéressées à conclure un accord. M. Bendrychev voudrait savoir quel a été le résultat de cet accord et, notamment, si l'on a tenu compte des revendications du personnel.

M. DOISE (France) croit avoir fourni les renseignements nécessaires pour que le Comité puisse se rendre compte de la situation. Les questions que le représentant de l'Union soviétique vient de poser ne sont pas pertinentes.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) n'est pas de cet avis. Il constate que plusieurs de ses questions sont restées sans réponse et demande que le fait que le représentant de l'Autorité administrante a refusé de fournir des renseignements se rapportant directement à la plainte des pétitionnaires soit consigné au procès-verbal. D'autre part, il note que, selon certains pétitionnaires, la fermeture de l'hôpital aurait entraîné la mort de plusieurs malades. Il aimerait avoir des précisions sur ce point.

M. DOISE (France) explique qu'avant la fermeture de l'établissement, les malades couchés ont été évacués vers les hôpitaux voisins de Ngambé et d'Edéa. Quant aux cas bénins, ils ont été renvoyés chez eux. Les allégations des pétitionnaires sont donc sans fondement.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) demande si les syndicalistes qui ont organisé la grève étaient originaires de la région et s'ils n'étaient pas affiliés à une organisation importante.

M. DOISE (France) explique que les meneurs ne faisaient pas partie du personnel hospitalier; mais il ignore s'ils étaient ou non originaires de la région. Ces meneurs ont suivi les directives d'une centrale syndicale affiliée à la Confédération générale du travail.

Répondant à d'autres questions de M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique), M. DOISE (France) déclare ne pas savoir exactement quel est le barème des salaires du personnel hospitalier de Sakbayémé, mais il est certain que, sauf en ce qui concerne les missionnaires proprement dits, ces salaires ne sont pas inférieurs au minimum fixé par les autorités locales.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) voudrait savoir si l'hôpital est subventionné.

M. DOISE (France) explique que toutes les oeuvres sociales reçoivent des subventions. En 1953, les établissements médicaux des missions dans la Sanaga maritime, dont fait partie Sakbayémé, ont reçu 1.225.000 francs. Cependant, l'hôpital dont il s'agit compte 154 lits et une léproserie annexe de 225 places; tout en étant importante, l'aide de l'Administration ne suffit pas à couvrir toutes les dépenses.

Répondant à une question de M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique), M. DOISE (France) rappelle que l'hôpital est resté fermé pendant trois mois et que, par conséquent, le nombre des cas traités en 1954 a vraisemblablement été réduit du quart. En 1953, 2.353 hospitalisations avaient été enregistrées.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) demande si les grévistes ont fait appel à l'Autorité administrante pour qu'un accord soit conclu avant la grève et si les pourparlers ont été rompus par la direction de l'hôpital.

M. DOISE (France) explique que le personnel hospitalier avait entamé avec la direction une discussion de gré à gré qu'il a soudainement rompue en annonçant qu'il ferait grève. La direction de l'hôpital a donc été forcée de s'incliner devant le fait accompli et aucun des trois stades de conciliation prévus par les règlements n'a pu être entamé.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) faisant remarquer que l'on a utilisé le mot "gréviste" demande à quelle date l'hôpital a été fermé et si la grève a effectivement eu lieu.

M. DOISE (France) répond que le personnel a déclaré qu'il ferait grève le 12 juillet et que l'hôpital a été évacué à partir du 10.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) en conclut qu'il n'y a pas eu de grève et que l'hôpital a été fermé par la direction.

M. DOISE (France) convient qu'il n'y a pas eu grève matériellement parlant, mais fait observer qu'il y a eu notification officielle d'une décision de grève. Cette décision revenait au même, car il était nécessaire d'évacuer les malades et, par conséquent, de fermer l'établissement avant que la grève ne devînt effective et n'empêchât les soins indispensables.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande des précisions sur l'assertion du représentant de la France selon laquelle la menace de grève a été le fait d'éléments venus de l'extérieur. Il ne comprend pas le sens de cette déclaration et demande si elle est fondée sur les résultats d'une enquête.

M. DOISE (France) répond que cette affirmation est fondée sur les renseignements que l'inspecteur régional du travail a recueillis sur place.

M. HAMILTON (Australie) suggère que le Conseil attire l'attention des pétitionnaires sur les observations de l'Autorité administrante.

Le PRESIDENT prie le Secrétariat de tenir compte de cette suggestion. Il invite le Comité à aborder les autres points soulevés par les pétitions de la section III.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que selon les auteurs de la pétition T/PET.5/441, les autochtones sont forcés de travailler dans les plantations des chefs traditionnels. Il voudrait savoir s'il en est bien ainsi.

M. DOISE (France) répond par la négative : cette plainte n'est qu'une formule stéréotypée que les membres d'un certain parti politique reprennent à loisir dans leurs pétitions.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si, comme l'indiquent les pétitionnaires, les missionnaires peuvent avoir une activité politique et suggérer par exemple à la population d'adhérer à un parti plutôt qu'à un autre.

M. DOISE (France) déclare qu'il n'en est pas ainsi. L'Autorité administrante n'a pas à intervenir dans la conduite des missionnaires, à moins qu'ils ne troublent l'ordre public, ce qui n'a, à sa connaissance, jamais été le cas.

Le PRESIDENT parlant en qualité de représentant de la Syrie, demande si les ministres du culte ne mêlent pas, dans leurs sermons ou dans des conversations privées, des considérations d'ordre politique.

M. DOISE (France) affirme que les interventions dans le domaine temporel, dont se plaignent les pétitionnaires, n'ont pas eu lieu. Il est possible, cependant, que les ministres du culte expriment leurs opinions politiques dans des conversations privées ; c'est là leur droit le plus strict, que garantit d'ailleurs, la liberté d'opinion.

Répondant à une question de M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. DOISE (France) confirme que l'Administration a examiné les accusations portées contre les ministres du culte et qu'elle n'a pas pu les vérifier.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que, selon les auteurs de la pétition T/PET.5/441, les autochtones sont forcés de travailler dans les plantations des missions religieuses. Il voudrait savoir si ces faits sont exacts et si l'Administration les tolère.

M. DOISE (France) déclare qu'il n'en a pas eu connaissance.

Répondant à une question de M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques), M. DOISE (France) indique qu'il n'a reçu d'observations qu'au sujet des incidents du bac et de l'hôpital de Sakbayémé, mais qu'il n'a pas encore de renseignements précis en ce qui concerne les autres incidents soulevés dans les pétitions de la section III.

Le PRESIDENT propose d'en ajourner l'examen.

Il en est ainsi décidé.

Document de travail T/C.2/L.122

Le PRESIDENT invite les membres du Comité à reprendre l'examen de la section VI du document de travail T/C.2/L.122.

VI. Pétition de M. Théodore Mayi Matip (T/PET.5/276)

Le PRESIDENT demande comment a été fixée l'indemnité qui a été attribuée par l'Assemblée à titre de compensation pour les terrains concédés.

M. DOISE (France) déclare qu'au cours de la palabre qui a eu lieu, comme il est de règle, avant le classement du terrain, aucun habitant du village n'a formulé d'opposition ni fait valoir un droit quelconque sur le terrain en cause. Les habitants ont seulement demandé à recevoir une indemnité et la société "Les bois du Cameroun" s'est engagée à la verser.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande quel est le rapport entre la superficie des terres arables détenues par les autochtones et la superficie des terres détenues par les Européens. Le pétitionnaire affirme, en effet, que la presque totalité des terres cultivables se trouve maintenant aux mains de non-autochtones.

M. DOISE (France) déclare que cette affirmation est tellement exagérée qu'elle mérite à peine d'être prise en considération. Il n'est pas en mesure de donner au Comité des chiffres exacts, d'autant plus que les terres détenues par les autochtones ne sont pas toutes immatriculées. Malgré les efforts de l'Administration, les autochtones répugnent à faire constater leurs droits sur des terres. Il n'y a pas eu récemment de transferts massifs au profit des colons français. Les concessions dont il est question dans la pétition sont anciennes; l'une d'elles remonte même à la période de l'Administration allemande. La subdivision d'Eséka s'étend sur une superficie de 6.500 kilomètres carrés et compte une population de 60.000 autochtones.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) est d'avis qu'il suffirait d'attirer l'attention du pétitionnaire sur les observations de l'Autorité administrante. En outre, le Conseil pourrait noter que le pétitionnaire a engagé une action en justice en janvier 1955 et que l'instruction de son affaire est en cours.

Le PRESIDENT invite le Secrétariat à tenir compte, dans le projet de résolution qu'il rédigera, de la proposition du représentant des Etats-Unis d'Amérique.

Document de travail T/C.2/L.164

Le PRESIDENT invite les membres du Comité à aborder l'examen du document T/C.2/L.164.

I. Pétition de l'Assemblée générale de l'UPC tenue à Bafang (T/PET.5/316)  
(T/OBS.5/50).

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) attire l'attention du Comité sur la composition de la commission municipale de Bafang. Il demande quel est le chiffre de la population que représentent les cinq conseillers africains par rapport au nombre des habitants représentés par les trois conseillers européens.

M. DOISE (France) regrette de ne pas pouvoir fournir des chiffres exacts. Il rappelle que la commune mixte constitue une transition que l'Assemblée territoriale a jugée nécessaire pour permettre à une entité communale naissante d'accéder plus sûrement au statut de commune de plein exercice. Dans un centre dont la population était tout récemment encore au stade tribal, il est très délicat d'instaurer brusquement un système de communes élues. Le gouvernement a donc jugé bon de nommer les conseillers qui siègent à la commission. Dans ces conditions, il n'est pas essentiel de savoir le chiffre de la population que représentent ces conseillers.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime au contraire qu'il importe de savoir ce que représentent les divers conseillers qui siègent à la commission municipale. Les Européens constituent-ils vraiment les trois cinquièmes de la population? M. Bendrychev demande que le Comité soit informé du chiffre exact de la population avant de se prononcer sur la pétition.

Il en est ainsi décidé.



M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la constitution d'organes élus au niveau des communes n'est que la première étape sur la voie de l'autonomie et de l'indépendance. Il aimerait savoir quand le système de la nomination des conseillers sera remplacé par un système d'élections.

M. DOISE (France) répond que la transition sera effectuée dès que le fonctionnement du régime actuel aura prouvé que la population est capable d'accéder au statut de commune de plein exercice.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) aurait désiré une réponse plus précise à sa question. D'autre part, les pétitionnaires se plaignent que certaines terres soient mises en vente aux enchères. Comment l'Administration peut-elle vendre aux autochtones des terres qui, puisqu'elles étaient communales, leur appartenaient?

M. DOISE (France) déclare que les pétitionnaires n'ont sans doute pas bien compris la procédure domaniale relative aux lotissements des centres urbains. Les terrains en question ont été classés comme centre urbain en 1927. On lotit maintenant, pour développer la ville, ceux qui n'ont pas été occupés depuis lors, mais ce lotissement n'a pas le caractère d'une vente dont bénéficierait un propriétaire antérieur. La procédure consiste à délivrer aux requérants des permis d'occuper, moyennant une somme minime qui contribue à pourvoir aux dépenses effectuées par l'Administration pour l'aménagement et l'urbanisation des lotissements. La procédure des enchères n'a lieu qu'en cas de concurrence de plusieurs demandes pour un même lot.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande si Européens et autochtones ont un droit égal à se porter acquéreurs.

M. DOISE (France) répond qu'il n'est fait aucune discrimination parmi les acquéreurs.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne que les terres en question avaient été déclarées terres communes. Si l'Administration les vend maintenant aux Européens, cela revient à aliéner des terres appartenant aux autochtones. La délégation soviétique a déjà exprimé son opposition aux aliénations de terres dans le Territoire sous tutelle. Il croit devoir souligner que l'Administration, contrairement à la procédure qu'elle déclare observer, vend apparemment à des Européens des terres qui appartiennent à la communauté autochtone sans l'accord de cette dernière.

M. DOISE (France) explique qu'il est difficile de développer une ville sans céder des terrains aux particuliers.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime que l'on peut fort bien construire une ville sans vendre de terres aux Européens. Il souligne que, d'après les observations de l'Autorité administrante, il s'agit d'une vente de gré à gré entre un particulier et l'Administration du Domaine.

M. DOISE (France) fait observer que la procédure relative au lotissement des centres urbains constitue une vente suspensive : chaque adjudicataire reçoit un cahier des charges qui comprend les conditions de mise en valeur exigées pour l'octroi d'un titre de concession définitif et le délai maximum de mise en valeur. La puissance publique se réserve le droit de reprendre, dans un but d'intérêt public et moyennant indemnité, les terres concédées. M. Doise signale à ce sujet qu'en 1953 les concessions urbaines attribuées à titre provisoire ont porté sur 20 hectares pour l'ensemble du Territoire.

M. MULCAHY (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation a toujours considéré que le système communal que l'Administration a mis au point était particulièrement ingénieux et approprié aux besoins du Territoire. Elle pense également que les plans d'urbanisation de l'Autorité administrante sont satisfaisants. En ce qui concerne la commission municipale de Bafang, M. Mulcahy estime que le fait que les conseillers africains y sont en majorité représente une étape importante dans le développement politique du Territoire et est une marque de confiance de la part de l'Autorité administrante qui mérite d'être signalée. Il note que la commune mixte constitue une transition qui permettra à la population d'accéder en temps voulu au statut de commune élue.

M. HAMILTON (Australie) demande qu'elles sont les conclusions auxquelles le Conseil est arrivé à ce sujet à sa quinzième session.

M. BERENDSEN (Secrétaire du Comité) donne lecture de la recommandation que le Conseil a adoptée à sa quinzième session à propos de l'administration régionale et des communes mixtes.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) voudrait savoir quelle est l'assiette de l'impôt dans le Territoire.

M. DOISE (France) rappelle que l'Autorité administrante a déjà exposé au Conseil le système fiscal du Territoire. En l'espèce, les pétitionnaires font sans doute allusion à l'impôt dit forfaitaire ou du minimum fiscal. Le taux, qui varie suivant les régions et est proportionnel à la situation économique du redevable, n'a pas été modifié en 1953 ni en 1954.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande s'il est exact, comme le déclarent les pétitionnaires, que l'Administration recense les arbres afin d'augmenter les impôts qui frappent les autochtones.

M. DOISE (France) explique que les Africains craignent toujours que les recensements qui sont effectués à des fins statistiques ne visent à augmenter l'impôt. En fait, le recensement des plantes industrielles n'a aucun rapport avec la fiscalité. Il permet simplement à divers services techniques de prévoir les mesures à prendre pour accroître la production et, par conséquent, les revenus des autochtones. Ces recensements sont faits sous le contrôle d'un agent des services agricoles et non pas par un agent du Trésor.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) prie le représentant de la France de bien vouloir faire ses observations sur la demande des pétitionnaires tendant à ce que la direction des sociétés africaines de prévoyance soit confiée à des Africains.

M. DOISE (France) s'étonne de voir que des autochtones puissent encore ignorer le fonctionnement des sociétés africaines de prévoyance. En effet les sociétés autochtones de prévoyance ont été instituées au Cameroun par le décret du 7 juin 1937; elles ont essentiellement pour but de développer la production agricole et sont bien connues dans tout le Territoire. Une décentralisation a

(M. Doise, France)

été entreprise par la création progressive de sections autonomes et par une participation accrue des Africains à leur gestion. Ces mesures sont intervenues en 1953. Ainsi les membres nommés des conseils d'administration ont été remplacés par des membres élus, soit au suffrage direct, soit à deux degrés (à l'échelon chefferie). Au moment des élections, les planteurs ont donc pu déléguer leurs représentants à l'Assemblée générale de chaque société et c'est cette Assemblée qui a procédé à l'élection au scrutin secret du Conseil d'administration et des vice-présidents de la Société.

Le PRESIDENT propose d'ajourner l'examen de la pétition jusqu'à ce que le Comité ait obtenu les renseignements qu'a demandés le représentant de l'Union soviétique sur la population de Bafang.

Il en est ainsi décidé.

II. Pétitions du Comité central de l'UPC de Bayangam (T/PET.5/319), du Comité de l'UPC Bangui-Chari (T/PET.5/327) et du Comité central de l'UPC de Melong I (T/PET.5/361) (T/OBS.5/50 et 51)

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande s'il est exact que les marchands de produits locaux ne sont pas requis d'obtenir un permis.

M. DOISE (France) explique que les commerçants qui vendent des produits manufacturés ou des produits importés sont considérés comme ayant un "certain standing commercial". C'est auprès d'eux que sont perçus les droits de place. Au contraire, les vendeurs de produits du cru sont exemptés de la taxe.

M. BENDRYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande s'il est exact que l'on ait forcé les personnes dont parlent les pétitionnaires à payer des droits. Il ressort de leurs pétitions que ces personnes étaient des vendeurs de produits du cru et les pétitionnaires donnent le montant de la taxe et la date à laquelle elle a été perçue. Y a-t-il eu perception illégale?

M. DOISE (France) explique qu'il semble y avoir eu confusion, dans l'esprit des pétitionnaires, entre les divers commerçants installés sur le marché. A la suite de l'envoi de la pétition, l'Autorité administrante a fait une enquête pour informer le Conseil; les observations qu'elle a envoyées sont détaillées et complètes et M. Doise peut assurer que les faits dont se plaignent les pétitionnaires sont inexacts.

La séance est levée à 13 heures.